HAL
open science

Des espaces témoins du passé au coeur de la fabrique urbaine. Le traitement des espaces industriels et portuaires dans les pratiques d'aménagement à Nantes.

Amélie Nicolas

▶ **To cite this version:**

Amélie Nicolas. Des espaces témoins du passé au coeur de la fabrique urbaine. Le traitement des espaces industriels et portuaires dans les pratiques d'aménagement à Nantes.. Lieux Communs - Les Cahiers du LAUA, 2013, 16, pp.167-184. hal-02472512

HAL Id: hal-02472512

https://hal.science/hal-02472512v1

Submitted on 12 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

DES ESPACES TÉMOINS DU PASSÉ AU CŒUR DE LA FABRIQUE URBAINE

LE TRAITEMENT DES PATRIMOINES INDUSTRIELS ET PORTUAIRES DANS LES PRATIQUES D'AMÉNAGEMENT À NANTES

Amélie Nicolas
Docteure en sociologie, LAUA/CENS

Nantes, au tournant des années 2000, se dote d'un projet urbain d'ampleur sur un territoire situé en bordure de centre-ville et jonché, dans sa partie ouest, de tout un ensemble de friches industrialo-portuaires. Le projet de l'île de Nantes s'attache alors à faire passer la ville dans le cercle des métropoles européennes en la dotant de tout un ensemble de fonctions urbaines capables de la promouvoir à ce rang.

Au cœur de la fabrique urbaine contemporaine, se juxtaposent plusieurs types d'espaces dont les investissements de sens diffèrent, d'un groupe social à l'autre, d'une époque à une autre. Nous proposons de suivre, à partir de certains espaces situés au cœur du projet de l'île de Nantes, et principalement à partir des transformations à l'œuvre sur le site des anciens chantiers navals, les différentes fonctions, urbaines et sociales, auxquelles ces espaces répondent. Il s'agit donc d'interroger la trajectoire de certains espaces en s'attachant à révéler comment, en fonction des enjeux de l'aménagement urbain et au fil du temps, s'opère une mutation de leur statut dans la ville, alors qu'ils se trouvent être au cœur de mécanismes d'appropriations complexes. Des témoins, victimes de la désindustrialisation, se sont manifestés, à la fin des années 1980 en revendiquant certains espaces au nom de la mémoire ouvrière qui leur était attachée. À peine vingt ans plus tard, nous observons, dans les pratiques d'aménagement sur l'île de Nantes, l'émergence d'espaces devenus emblématiques des transformations urbaines à l'œuvre et sur lesquels un jeu de référence au passé des lieux s'est matérialisé. Cette plus-value mémorielle ajoutée aux aménagements contemporains est ainsi une réinterprétation des

mémoires ouvrières se rattachant à ces espaces en même temps qu'elle est un moyen de légitimation de l'action publique urbaine en cours.
Nous reprenons ici certaines données issues d'une enquête ethnographique menée à partir de 2004 (Nicolas, 2009). Cette enquête s'est appuyée sur des situations d'observation à différents niveaux de la fabrique urbaine ainsi que sur des entretiens avec les acteurs de l'aménagement, les acteurs politiques, les acteurs associatifs entre autres et dans lesquels était interrogée leur relation à l'espace et à ses transformations à l'occasion du projet urbain. Un des objectifs de cette recherche a été de saisir, à l'occasion de moments-clés de la transformation urbaine, la façon dont se structuraient des enjeux de mémoire autour de l'appropriation d'espaces alors revendiqués.
Dans le présent article, il sera surtout question de la façon dont les pouvoirs publics s'engagent, par des aménagements ou des mesures de reconnaissance qui aboutissent à une inscription spatiale de cette reconnaissance, à valoriser des espaces hérités.
La notion de "témoignage" ou d'espaces-témoins est ainsi interrogée à partir de ces trajectoires d'espaces et ce, sur les trente dernières années à Nantes : espaces de remémoration, témoins d'un passé ouvrier vécu en commun, espaces de commémoration, destinés à rendre hommage à un monde ouvrier perdu, ou espaces qui prennent la fonction, au cœur du projet urbain, de raconter la ville alors que le passé est bien devenu un enjeu de l'action publique, une ressource capable de faire valoir les choix de la transformation urbaine. En filigrane, se pose la question de savoir comment élus et aménageurs s'emparent de la question patrimoniale dans la fabrique urbaine et au prix de quel aménagement de leur position par rapport aux tenants de la mémoire ouvrière et du patrimoine industriel local.

AU NOM DE LA MÉMOIRE OUVRIÈRE. ESPACE DE DEUIL ET TRAVAIL DE REMÉMORATION

La fermeture des Chantiers Dubigeon en 1987, irrémédiable malgré l'âpreté de la résistance locale, a conduit certains représentants du Comité d'entreprise et notamment de sa commission culturelle, à s'engager, avec la création de l'Association d'histoire de la construction navale à Nantes, dans la préservation de la mémoire des chantiers. À l'origine, l'association poursuivait l'objectif de sauver les archives, les plans, les maquettes, le matériel, les outils et contestait un ferraillage du site. Caractéristique d'un temps de deuil, symptôme d'une mémoire blessée, c'est bien une action contre "quelque chose d'insupportable" qui a poussé les représentants de cette association à lutter contre les démolitions, au nom de ce qu'ils avaient vécu en ces lieux (Ricœur, 2000, p. 83-97).

Démolition des chantiers navals, Nantes, 1989.
Crédit photo : Association histoire de le construction navale à Nantes

Le site des anciens chantiers navals est ainsi investi par un groupe porteur de mémoire. L'enjeu de sa préservation, au nom de la mémoire ouvrière, devient alors le symbole d'une lutte contre l'oubli. Cet espace des anciens chantiers navals est alors un espace garant de la mémoire collective.
La mémoire collective, selon Maurice Halbwachs, est une mémoire distinctive d'un groupe social, celle que le groupe ne partage avec aucun autre groupe. La mémoire collective ne connaît pas de rupture sauf à considérer la disparition du groupe, elle entretient ainsi un rapport continu avec le passé. Le passé est transmis par une mémoire vivante et non savante.
Pour Halbwachs, si le décor change, la mémoire collective est changée et le groupe est modifié ; il devient "inadapté". C'est en considérant les "résistances" de certains groupes sociaux à la transformation urbaine qu'Halbwachs conseille de comprendre les liens forts qui unissent mémoire collective et ancrage spatial. "Les habitudes locales résistent, précise-t-il, aux forces qui tendent à les transformer" (Halbwachs, 1997, p. 199). Ces groupes résistent en laissant des traces de leur activité passée sur les lieux. Le groupe a marqué le lieu de son empreinte. Halbwachs s'inscrit ici dans une pensée de l'épaisseur historique de la ville façonnée par ce que l'on pourrait comprendre comme une "archéologie

mémorielle". Il s'agit bien d'envisager l'espace urbain comme une "topographie", c'est-à-dire "une sédimentation de traces qui mettent à la disposition des acteurs des conceptions possibles de leurs activités."
De ce retour sur Halbwachs, nous reconnaissons des éléments qui permettent de penser le lien entre la mémoire des groupes sociaux, portée par des individus particuliers qui se reconnaissent dans l'histoire collective de ce groupe et le territoire sur lequel elle va se sédimenter et s'actualiser. Ce site des anciens chantiers navals prend ainsi une signification particulière pendant ce temps de deuil, il autorise la remémoration du groupe. La sauvegarde *in situ* d'objets du passé agit sur la capacité de remémoration du groupe et au-delà lui garantit sa préservation.

EN HOMMAGE À TOUS CES OUVRIERS NANTAIS. TRAVAIL DE SIGNIFICATIONS ET RUPTURE PATRIMONIALE

Progressivement, les propositions associatives sur le devenir du site vont prendre la forme d'une véritable revendication patrimoniale. Le site des anciens chantiers nantais se trouve alors être l'objet d'investissements de sens de la part d'un groupe de mémoire engagé dans le fait de le faire advenir en espace-témoin du travail industriel et des luttes sociales nantaises. Il déborde donc la simple fonction de rappel qu'il avait jusqu'alors. D'un espace destiné à la remémoration, il devient un espace de commémoration. Nous observons une institutionnalisation progressive de la mémoire ; mémoire des chantiers Dubigeon sur le site de la Prairie au Duc dans un premier temps, mémoire de la Navale nantaise dans un second temps, patrimoine industriel et portuaire dans un troisième temps. Cette institutionnalisation correspond à ce que Michel Rautenberg analyse en tant que "rupture patrimoniale" (Rautenberg, 2003). La formalisation d'un discours patrimonial aura nécessité quelques alliances, notamment avec des notabilités issues des milieux intellectuels. C'est dans la résistance à un urbanisme qui pourrait ne pas tenir compte des "traditions" dont les lieux sont investis, que s'institue progressivement un "méta-récit" patrimonial. Par exemple, l'histoire de la conservation puis de la réhabilitation de l'ancienne gare de l'Etat, située sur l'île de Nantes et menaçant ruine, s'étend au fil d'une décennie durant laquelle l'association Nantes la Bleue, composée d'universitaires, d'architectes ou autres amateurs de patrimoine industriel, a infatigablement interpellé les pouvoirs publics. C'est ainsi le travail conjoint de la mémoire et de l'histoire qui se met en place dans le processus de production du sens. Sur des histoires racontées parce qu'elles avaient été réellement marquantes pour les "anciens de la Navale", sur des souvenirs de l'expérience vécue et transmise, se greffe un travail élaboré par des "mémoires savantes". Ces dernières organisent un discours à teneur historique ; elles opèrent une transformation, par l'écriture et sa diffusion, de ces histoires racontées en objet historique, souvent de vulgarisation et destiné à produire des patrimoines régionaux.

Un bel exemple de patrimonialisation de ces "mémoires vives" se trouve dans l'histoire racontée par Jean Relet et Gérard Tripoteau, les deux fortes figures de la commission culturelle du Comité d'entreprise des chantiers Dubigeon, au sujet de Similien, dont le motoculteur est exposé lors d'une "expo-créativité". Jean Relet l'exprime ainsi : "*on avait réussi à convaincre Similien de présenter son motoculteur. Et puis, ce qu'on avait pendant le temps qu'avait duré l'expo en fait, les gars voyaient ça le midi, parce qu'on bouffait au resto et après il y avait une salle cafétéria, salle de lecture et donc on présentait ça à cet endroit-là, et puis, alors ça a été super, parce que, autant les gars, bon comme d'habitude, après ils flânaient devant les poèmes, les tableaux, ah tiens il se démerde pas mal lui, ah tiens, t'as vu, il se démerde bien !, c'était d'ailleurs plus ça que de porter un jugement de valeur sur l'art, tu vois. Et puis les gars ils passaient comme ça, il y avait les photos aussi, et puis tac, devant le motoculteur, ça a été, je sais plus, l'expo durait quinze jours, trois semaines, ça a été un forum permanent, avec des discussions, etc. Ce qui prouvait bien que là, il y avait une accroche forte et qu'on était dans l'univers culturel des gens. Alors pour nous, là, effectivement, il y a quelque chose qui se passe, quelque chose qu'est déjà dans leur culture collective, et comment on peut faire grandir ces choses-là, tu vois. Parce que là, nous on pense qu'on est dans un véritable développement culturel de leur propre culture*"[1]. Le motoculteur de Similien est devenu aujourd'hui, dans le récit des acteurs, le symbole de la créativité culturelle de la classe ouvrière, un événement remémoré devenu "sursignifié" et intégré dans l'identité alors narrative des anciens de la Navale devenus défenseurs du patrimoine (Ricœur, 1991, p. 41-56).

1 Entretien avec Jean Relet, président de la Maison des Hommes et des Techniques, juin 2004

Ce travail, ce cadre élaboré, permet en contrepoint de rendre active et productive la mémoire. Il s'agit là de tenir compte de l'interaction constante entre la dimension de projection par l'émotionnel et l'effort permanent de régulation par un travail culturel qui l'historicise. Cette "mémoire historique", cette "connaissance commune de l'histoire locale" (Rautenberg, 2003, p. 114), n'est pas uniquement l'apanage d'un groupe clos. Elle a une dimension publique ; elle déborde de l'entre-soi porté par les groupes de mémoire présents sur le site. À ce sujet, Gérard Tripoteau me racontait comment cette "*histoire de la Navale, c'est l'histoire de tous les Nantais, c'est l'Histoire de Nantes depuis 2000 ans*"[2]. L'histoire est revendiquée non plus seulement pour le groupe de ces anciens de la Navale, pour ces témoins de premier plan, mais pour l'ensemble des habitants de la ville.

2 Entretien avec Gérard Tripoteau, président de l'association Histoire de la construction navale à Nantes, septembre 2007.

Dans ce processus de patrimonialisation, l'espace des anciens chantiers navals change de statut. Des simples restes industriels qu'ils étaient, laissés sur place, au cœur d'un terrain vague, ils sont devenus de véritables traces de l'activité industrielle passée. Ces traces sont, dans un premier temps, révélées par le travail d'élaboration d'un sens porté par un groupe défenseur de la mémoire des lieux. L'espace incarne alors ce "au nom de" la mémoire ouvrière, il sert à faire reconnaître, à prouver que ce passé-là est bien advenu. Le site des anciens chantiers, par son instruction patrimoniale, sera encore en mesure de rendre hommage à une condition ouvrière révolue.

L'ACTION PUBLIQUE ENTRE MÉNAGEMENT DES TÉMOINS ET MÉNAGEMENT DES ESPACES

La fermeture de la Navale a laissé, sur place, sur des terrains devenus vagues, des restes de l'activité, des bâtiments "en dur", des outils, des halles, voués à la démolition, au ferraillage, à la dépollution. Les pouvoirs publics sont interpellés dans ce processus de reconversion des territoires déshérités et laissent place soit à l'effacement, au nettoyage, soit à la conservation.

Le site des chantiers navals avait réveillé les appétits et les convoitises en tout genre et c'est finalement le "prendre son temps" qui a prévalu, la municipalité posant un moratoire sur tous les projets et initiant une politique d'acquisition foncière du site. La réponse politique est alors celle, en temps de "deuil", d'un ménagement des témoins, ménagement qui passe par l'abandon de certaines démolitions envisagées ou plus précisément, par la négociation, notamment avec l'association Nantes la Bleue, de certaines démolitions en contrepartie de promesses de conservations et de réhabilitations.

Le bâtiment de direction des Ateliers et Chantiers de la Loire sera finalement réhabilité et ce, tout juste un an seulement avant l'échéance municipale de 1995. Il faut encore compter sur un électorat ouvrier ou sur la capacité des anciens syndicalistes de la Navale à faire peser la contestation en intervenant dans le débat électoral. Dès 1989, Jean-Marc Ayrault s'était personnellement engagé à la réhabilitation du bâtiment "en dur" des anciens chantiers au profit des associations, notamment l'association des anciens de la construction navale. Alors qu'ils s'étaient soulevés contre la démolition des éléments composant le site, la promesse d'être accueillis à l'avenir sur le site, dans le prestigieux bâtiment de direction réhabilité, aura calmé certaines tensions et autorisé les démolitions prévues des autres éléments sur le site. "*Alors nous,* rappelle Jean Relet, *on s'en tenait quand même, alors déjà à l'engagement d'Ayrault de nous héberger là, en disant que par la porte ou par la fenêtre, il faut qu'on discute, d'accord, qu'on trouve le concept qui convienne, mais que de toute façon, on va*

réhabiliter la Manu,
c'est faire revivre tout un quartier

Les temps ne sont pas si lointains où la méthode régulièrement retenue pour rénover un quartier ou un bâtiment vétuste consistait à tout raser au bulldozer et à reconstruire par-dessus des logements neufs et standardisés... Depuis son arrivée en 1977, la nouvelle Municipalité a toujours manifesté son profond désaccord avec ce parti d'urbanisme qui disloque le centre ville, oblige la population la plus défavorisée à émigrer vers la périphérie, organise la ségrégation sociale et détruit la vie de quartier.

Aussi avons-nous toujours porté nos efforts sur des opérations de réhabilitation dans le centre, en maintenant les habitants sur place, et en préservant la structure de l'environnement. L'immeuble de la rue Kervégan le quartier de Richebourg, et aujourd'hui la Manufacture des Tabacs en sont autant d'exemples.

Construite en 1862, la Manu rythmait depuis plus d'un siècle la vie de tout un quartier. Lorsque, en 1974, les portes de cet immense bâtiment à la sévère architecture se sont définitivement fermées, le quartier n'a pas tardé à dépérir avec l'abandon ou le vieillissement de la population, la désertion de l'école etc...

Alors que l'ancienne municipalité avait condamné les lieux pour transformer tout cet espace en un grand centre d'affaires et de commerce, notre municipalité a voulu faire de la Manu un îlot où viendraient s'intégrer toutes les couches de la population en regroupant logements, équipements de quartier et de vie associative.

C'est ainsi qu'est né un ambitieux programme : crèche, auberge de jeunesse, centre de ressources audio-visuel, maison des associations, bibliothèque, logements H.L.M:, pôle municipal, etc...

Notre volonté a été également de faire de cette réhabilitation l'élément moteur de la revitalisation de tout un quartier grâce à un aménagement piéton où se rencontreront toutes les couches sociales.

Les Nantais ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisque, dès la naissance du projet, l'intérêt du public s'est manifesté à l'occasion notamment du festival Nantes Nord, où plus de 5 000 spectateurs ont assisté à des spectacles entre les murs d'enceinte.

Notre souhait, aujourd'hui, est que cet ensemble, entièrement pris en compte par la collectivité locale, constitue un pôle moteur et dynamisant dans la vie quotidienne de tous les Nantais. Et nous n'oublierons pas qu'en voulant sauver un quartier, nous avons sauvegardé aussi un morceau de notre patrimoine historique et culturel. Il le méritait.

Alain CHENARD
Le Député-Maire

Extrait du fascicule "Nantes, réhabilitation de la Maunufacture des tabacs", 1983

revenir sur les lieux. Ayrault s'est engagé, on va le faire. Et là-dessus on pouvait faire jouer le ressort et Ayrault nous disant "les gars, je vous ai promis que vous reviendrez, y'a pas de lézard là-dessus, vous reviendrez" [3].

3 Entretien avec Jean Relet, septembre 2006

AMÉNAGEMENTS URBAINS ET MÉNAGEMENT DES ESPACES

La structuration de la demande patrimoniale des associations est pour partie responsable de la pression à l'endroit des pouvoirs publics d'affirmer une ligne politique claire en matière de patrimoine, principalement industriel.
Si le ménagement de ces espaces a pu être, durant le premier mandat de Jean-Marc Ayrault, une opportunité ou une stratégie visant à ne pas heurter la sensibilité des anciens de la Navale, s'il a été une façon de se prémunir contre un conflit potentiel, on observe, au fil du temps, l'élaboration d'un discours des pouvoirs publics sur la défense d'une ligne politique en matière de patrimoine industriel et portuaire. Aménagements urbains contemporains, conservations du bâti existant et valorisation des héritages industriels et portuaires se conjuguent. Se diffuse alors un discours sur un "urbanisme à la nantaise", audacieux, résolument orienté vers l'expansion d'une métropole, mais également soucieux de son histoire locale, respectueux de la mémoire urbaine.

La Ville de Nantes peut en effet afficher une politique de prise en compte de ces restes au regard de quelques réhabilitations devenues exemplaires. La réhabilitation de la Manufacture des Tabacs, en 1983, sous le mandat d'Alain Chénard, est à l'origine d'une position de la Ville de Nantes en matière de patrimoine industriel ; l'opération concerne 25 000 m² de bâtiments industriels alors convertis en quatre-vingts logements HLM, une auberge de jeunesse, un centre de la petite enfance, un pôle associatif et des services municipaux. Noël Lépine, directeur général de l'urbanisme à la Ville de Nantes, expliquera ainsi que "la manufacture des tabacs a été un prototype, la matrice de ce qu'est devenue l'approche patrimoniale [de la ville de Nantes] dans la conduite de projets urbains" (Lépine, 1998).

Avec la réhabilitation de l'ancienne usine LU où, en 1991, la décision est prise de conserver une partie du bâtiment au nom de la "mémoire du site" afin d'en faire un équipement culturel pour la ville, la municipalité affirme encore son souci de composer avec des espaces hérités. La démarche de Patrick Bouchain, architecte lauréat, s'appuie sur le critère retenu *in fine* par la commission d'un engagement à respecter le site industriel, "*à joindre quelque chose de très avant-gardiste avec le respect du patrimoine industriel [...] il a bougé un peu des choses mais c'est resté brut*" [4]. Le Lieu Unique ouvre ainsi ses portes à l'occasion du passage à l'an 2000. Il se définit alors comme "un lieu unique, extraordinaire, [...] un lieu utopique, tendu vers l'innovation, vers la recherche et la transversalité des arts [et comme] un lieu utile, un lieu social [...] qui rassemble des publics différents" (CRDC., 2001). Cette nouvelle appellation, dont Jean Blaise aime à rappeler la pertinence "moderne", fonctionnerait comme "le seul témoin ludique du passé" au regard des transformations que le lieu et la mémoire ouvrière qui lui est attachée ont pu subir (Peyon, 2000, p. 123). Notons le travail symbolique que l'équipe du Lieu Unique, appuyée par les élus locaux, a pu entreprendre sur cette question épineuse de la mémoire dans le cadre de cette opération de réhabilitation avec changement d'usage. À la symbolique largement mise en scène de la "fin de siècle", à l'occasion des festivités portant le même nom, l'opération "Grenier du Siècle" s'est attachée à valoriser l'impératif de mémoire qui accompagne la médiatisation d'une ville décidée à passer à la modernité. Le Grenier du Siècle a proposé, du 1er octobre au 31 décembre 1999, aux nantais de déposer des objets personnels ou insolites, destinés à être "mis en capsule" et conservés dans une paroi translucide ornant la façade sud de l'usine LU réhabilitée. Les 16 000 objets ainsi archivés et conservés seront ouverts au public le 1er janvier 2100 à 17 heures. Le Maire lui-même s'est prêté au jeu en déposant trois objets le représentant et témoignant de son parcours de Maire de Nantes : le manifeste du Parti Socialiste de 1972, le livre *La forme d'une ville* de Julien Gracq et un recueil du dessinateur nantais Frap.
L'ensemble de ces expériences, ponctuelles et localisées, a pu jouer dans la façon dont, projet après projet, fonctionnant comme mémoire des décisions dans l'urbanisme nantais, se sont dessinés des nouveaux quartiers.
La valorisation du bâtiment de l'ancienne usine LU au profit d'un espace culturel a ainsi fonctionné comme un véritable "laboratoire urbain" sur le quartier Madeleine-Champs de Mars l'entourant [5]. C'est cependant sur l'île de Nantes et à partir d'un projet d'aménagement d'ampleur que la considération pour les espaces hérités a trouvé son point d'orgue, principalement à partir du parti construit par l'équipe de maîtrise d'œuvre portée par Alexandre Chemetoff.
La mise en valeur de ces héritages dans le projet urbain appuie dès lors le dessin d'un espace public caractérisé et dont le coup de crayon est alors reconnu comme la signature de l'équipe de maîtrise d'œuvre Chemettof-Berthomieu.

4 Entretien avec Yannick Guin, ancien adjoint à la Culture, réalisé le 1er octobre 2008.

5 Quartier en proximité immédiate du centre-ville, il a fait l'objet d'opérations d'aménagement dans le cadre d'une ZAC à partir de 1990. L'implantation de la Cité des Congrès à l'ouest du secteur, inaugurée en 1992, suivie au début des années 2000 de celle des bureaux de Nantes Métropole ainsi que la réhabilitation de l'usine LU au sud du même secteur sont les éléments fondateurs et structurants du renouvellement du quartier. L'ensemble des friches industrielles a pu être résorbé au profit de programmes immobiliers, de logements et de bureaux.

PROJET URBAIN ET DÉPLACEMENT DE L'ACTION PATRIMONIALE

L'ensemble de ces conservations-valorisations du bâti industriel suit un mouvement de considération de ces restes qui se dessine largement des villes touchées par la présence de friches. Le projet de l'île de Nantes s'inscrit dans la continuité de ce mouvement. Les requalifications, à partir des années 1960, des zones industrielles et portuaires des villes américaines, les transformations des désormais célèbres Docklands de Londres, ou plus récemment, au début des années 1990, l'aménagement de la façade d'Abandoibarra à Bilbao, se sont organisés autour de la démolition des héritages industriels et portuaires au profit de nouveaux espaces de loisirs et de consommation, d'une nouvelle *city* et d'une vision délibérement contemporaine de la ville réinventée. Les projets d'aménagement des friches, depuis les années 1990, semblent pourtant se préoccuper de valoriser les anciennes traces. Rien qu'en France, en l'espace d'une décennie, Marseille conserve sa Manufacture des Tabacs et développe la Belle de Mai, Strasbourg a sa Laiterie, Saint-Etienne s'engage dans la valorisation en cité du Design du site de la Manufacture d'armes (MAS), Saint-Nazaire réhabilite sa base sous-marine, Nantes s'est posée la question du devenir du site des anciens chantiers navals etc. L'exemple du redéveloppement des friches industrialo-portuaires marque précisément qu'il existe aujourd'hui, selon les places, une production tout à fait uniformisante et lisse (l'exemple des Festival Market Place américains ou l'exemple londonien) ou au contraire des valorisations spécifiques liées à l'identité des territoires (Collin, 2001). La question des héritages industriels et portuaires s'est ainsi trouvée posée au cœur même du projet urbain. Quel sens, dans le cadre des transformations programmées de l'île de Nantes, la conservation-valorisation de ces héritages a-t-elle ? De quoi est-elle témoin ? Que se charge-t-elle de raconter ?

Ce parti urbanistique de "faire avec l'existant" est clairement mis en scène sur le site des anciens chantiers navals. On doit cet "urbanisme révélé" (Devisme, 2006, p. 121) à la maîtrise d'œuvre portée par l'équipe Chemetoff-Berthomieu, lauréate du marché de définition lancé par la Ville de Nantes en 1998. Alexandre Chemetoff a remporté le marché d'études grâce à l'idée d'un processus que met en scène le Plan Guide. L'équipe Chemetoff–Berthomieu, réunie dans l'Atelier de l'Ile de Nantes, édite sur une centaine de pages "L'Ile de Nantes. Le Plan Guide en projet" (Bureau des Paysages, 1999), document fait de croquis, de petits slogans et organisé sous la forme d'un atlas, chaque morceau de territoire faisant l'objet d'intentions d'aménagements ; recomposition d'espaces publics, effets de micro-centralité révélée, etc. Il n'est en rien un document réglementaire. "Une écriture qui s'invente dans le rapport avec ce qui existe, voilà ce qui m'intéresse énormément" confie Alexandre Chemetoff (L'Archéologie industrielle en France, 2002, p. 85). La démarche d'Alexandre Chemetoff est bien une lecture de l'histoire à travers le paysage. Il est ainsi admis, de la part des urbanistes et des responsables politiques que la préservation du patrimoine et le travail sur la qualité des espaces publics crée la cohérence du paysage urbain, au point où l'espace public fait de plus en plus partie du patrimoine lui-même (Tomas, 2004). La maîtrise d'œuvre du projet de l'île de Nantes s'attache donc à conserver un ensemble de traces héritées et en cela créé un marquage spécifique du territoire. Plus que ce qu'il reste, dans un état non encore informé, comme l'est la friche, dans son sens le plus basique, le terrain vague, un espace désapproprié, où, dirait Maurice Halbwachs, les groupes sociaux de la mémoire ont disparu ou ne sont pas visibles, la trace serait comme un premier moment de l'appropriation. Elle est plus informée par la mémoire que le reste, dans le sens où des milieux de mémoire peuvent en produire un discours. Au-delà encore, la marque serait ce dernier stade de l'appropriation du territoire : la marque comme appropriation juridique, cognitive, symbolique, et par conséquent plus stable. Ces traces-marques sont

Le traitement de la chaussée intègre les traces des activités passées. Photographie Xaver Fouquet, janvier 2005.

ainsi, aux yeux des maîtres d'œuvre, des "réserves de sens" pour penser l'avenir d'un espace à aménager (Roux, Colson, 1994).
Le site des anciens chantiers navals se trouve donc au centre des préoccupations de conservation de certains éléments hérités. Reconsidérée au sein du projet urbain, la fonction commémorative de l'espace se double d'une fonction narrative, celle de raconter la ville renouvelée. Il y a bien là un déplacement de l'action patrimoniale. Devenus "les Chantiers de l'Ile", il est proposé aujourd'hui, sur ce site, une offre culturelle, touristique et ludique dont la plus spectaculaire est représentée par un éléphant mécanique de 11 mètre de haut, capable de transporter en son sein une trentaine de visiteurs et déambulant à grands coups de barissements. Ces nouveaux équipements résolument contemporains ont ainsi leur place à côté d'autres éléments, eux, patrimonialisés : conservation des grues Titan, réhabilitation des anciens ateliers de préfabrication pour la grosse chaudronnerie en un espace de promenade couverte nommé les "Nefs de Loire", restauration des cales de lancement, reconversion de hangars en nouveaux espaces de divertissement.

On quitte progressivement la seule considération par les pouvoirs publics des demandes de reconnaissance mémorielle. Le projet de l'île de Nantes devient porteur d'une certaine ambition patrimoniale. La conservation-valorisation des héritages industriels et portuaires et leur animation dans ce nouveau morceau de ville favorisent la diffusion d'un patrimoine urbain commun, "à destination" de l'ensemble des nantais. Il s'agit alors que ces espaces deviennent visibles à l'échelle de toute la ville. Les espaces patrimonialisés doivent ainsi favoriser l'imaginaire urbain. Les conservations-valorisations du patrimoine industriel et portuaire sont couplées avec une politique culturelle basée sur l'imaginaire de la maritimité de la ville.

Ces espaces demeurent bien des espaces témoins du passé, rendant hommage, consignant la perte d'un monde et autorisant la mémoire. Cependant, l'intervention des artistes, des architectes, d'autres "conteurs d'espace" qui s'appuient sur la référence au passé, permet encore de raconter l'imaginaire d'une ville, de rajouter de la fiction dans la trame historique du territoire.
L'historicité reconnue des anciennes zones industrielles et portuaires devient un levier pour créer une ambiance de centre-ville là où l'objectif avoué du projet de l'île de Nantes est bien de produire une nouvelle centralité urbaine, dans l'extension du centre historique de Nantes. Les friches industrielles et les friches urbaines sont bien devenues une opportunité de modernisation de l'espace urbain. "Confronté à une ville de plus en plus mobile, dans laquelle les acteurs peuvent de plus en plus choisir leurs lieux, le néo-urbanisme doit séduire" analyse François Ascher (Ascher, 2002, p. 108). Il semblerait alors que le recours au patrimoine, la considération des héritages industriels et portuaires ou l'invocation d'un respect de la mémoire des lieux autorisent un discours politique qui s'appuierait plus sur la "mémoire des lieux" ou l'"esprit des lieux" à des fins de construction identitaire ou de légitimation des aménagements urbains contemporains que sur un patrimoine au sens classique du terme, c'est-à-dire porté par une reconnaissance juridique.

Le patrimoine est alors "réinventé" à partir d'un enjeu particulier, celui du réaménagement d'une ancienne zone industrielle et portuaire sur la pointe ouest de l'île. L'objet est donc plus diffus. Là où la question patrimoniale se pose différemment, c'est qu'il ne s'agit plus de réduire le patrimoine au monument ou au "secteur" à sauvegarder comme cela est le cas pour les centres-villes historiques, mais bien, à partir d'un choix, d'une sélection dans les restes de l'époque industrielle et portuaire, de constituer des "traces" qui permettront d'informer le territoire en question, de lui conférer une patrimonialité en quelque sorte. Les aménageurs s'engageraient-ils à faire "acte de mémoire collective" dans la mise en valeur de l'esprit des lieux ?

PRENDRE À TÉMOIN, VISIBILITE DES ESPACES DU PROJET

Au fil des transformations de l'île de Nantes et au regard d'enjeux qui sont plus proprement liés au projet urbain lui-même et à ses acteurs, on observe l'émergence d'espaces patrimonialisés qui prennent la fonction de raconter le projet urbain en cours. Ces nouveaux usages du patrimoine s'inscrivent bien dans un contexte d'urbanisme communicationnel producteur de "storytelling". Le "storytelling" ou "art de raconter des histoires" est apparu aux Etats-Unis au milieu des années 1990. Cette technique "est déclinée partout depuis sous des modalités de plus en plus sophistiquées, dans le monde du management comme dans celui de la communication politique. Elle mobilise des usages du récit très différents" (Salmon, 2007). Ces espaces racontent ce que fait Nantes aujourd'hui en tant que métropole qui regarde et se regarde aux côtés d'autres grandes métropoles européennes ou internationales. Serions-nous donc en présence de projets "post-patrimoniaux" où des phénomènes de patrimonialisation se caractériseraient par leur inscription dans des projets urbains d'ampleur et sur des territoires stratégiques du renouvellement urbain ? Ces espaces patrimonialisés traduiraient alors moins la redécouverte et le partage d'un histoire commune que la promotion globale d'une construction identitaire spécifique du territoire.

Quartier des Fonderies, Nantes

Passage de la mémoire

Livrés il y a tout juste un an au cœur de l'île de Nantes, les espaces publics et l'ancienne halle reconvertie des célèbres Fonderies de l'Atlantique ont fière allure. À mi-chemin entre un passage couvert, un jardin et un bâtiment, ce lieu hybride, conçu par l'agence bordelaise ADH (Dauzan + Hirschberger), invite au voyage par les nombreuses espèces plantées grouvenant des quatre coins du monde, reflet du commerce triangulaire qui a fait la fortune de la ville. En conservant la mémoire du site, ces aménagements tissent des liens avec la ville et son fleuve.

Extrait du magazine *EcologiK*, n° 13, fév./mars 2010, p. 106-107

L'action publique urbaine s'engage ainsi dans la fabrication d'espaces exemplaires tirant précisément leur exemplarité de la singularité de leur histoire et de leur localisation. Aucun groupe porteur de la mémoire des lieux ne s'est réellement manifesté ; on rend visibles certains lieux qui témoignent alors, "aux yeux de tous", de la qualité urbaine en train d'être fabriquée.

Il en va des transformations à l'œuvre sur le site des anciens chantiers nantais comme de toute une série d'autres espaces sur l'île de Nantes qui suivent les mêmes principes de transformation : les anciennes halles Alstom sont conservées pour accueillir le cœur d'un "cluster créatif" se présentant comme quartier de la création ; la réhabilitation de l'ancienne halle des Fonderies de l'Atlantique a permis l'accueil d'un jardin couvert autour duquel a pris place un programme de logements neufs ; de l'autre côté de la Loire, la réhabilitation de l'ancien stade Marcel Saupin, dont la tribune nord est conservée, devient un élément caractéristique de l'aménagement d'un nouveau quartier des affaires. Ces espaces fonctionnent comme de véritables vitrines de projets urbains exemplaires. Ils sont à destination, non plus seulement des habitants, des héritiers de ces quartiers transformés, mais sont-ils bien plus soumis au regard des experts, de ceux qui sont à même de labelliser les "bonnes pratiques" à l'œuvre dans les projets de ville (*Espaces et Sociétés*, n° 131, 2007).

La question des "bonnes pratiques" est alors à repenser dans notre cas de figure. En travaillant à modeler un espace selon les critères de la singularité de l'histoire locale, les acteurs de l'aménagement urbain, s'ils répondent aux canons généraux de l'esthétique urbaine contemporaine (une ville festive, artistique, créative, innovante, originale, etc.), s'engagent à se distinguer en "révélant" des espaces singuliers parce que contextualisés.

"Si on ne s'aime pas, affirme Ariella Masboungi, on ne peut pas être aimé, il en va ainsi des villes comme des individus. Pour aménager l'urbain, il ne faut pas plaquer, il faut rester soi"[6]. La question du patrimoine et de la mémoire des lieux, d'une attention toute particulière à l'existant, à l'histoire des traces urbaines, à l'histoire industrielle et du travail industriel et portuaire, peut alors devenir la carte nantaise, l'identité de son projet urbain, ce par quoi il peut devenir lui-même une référence, à la fois dans le temps, et à la fois sur la scène extérieure. Parce que c'est bien de scène extérieure dont il est désormais question sur ces espaces. Nous sommes passés d'un dialogue ou d'une relation concrète des pouvoirs publics à la société civile locale incarnée dans des groupes sociaux précis, à une projection des pouvoirs publics d'une ville à destination de groupes sociaux fantasmés, en advenir.

En résulte une captation de la revendication patrimoniale, les pouvoirs publics se positionnant désormais en amont de la demande de patrimoine.

6 Intervention d'Ariella Masboungi à la journée d'étude "Villes en construction : projet, regards d'ailleurs, mémoires", organisée dans le cadre de l'atelier de recherche "Travail de mémoire, mémoires partagées : vérités, traduction, événement, reconnaissance" (MODYS) du programme interministériel de recherche "cultures, villes et dynamiques sociales", le 12 janvier 2006 à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne. Ariella Masboungi est architecte-urbaniste en chef de l'Etat, chargée de la mission "Projet urbain" auprès du directeur de la DGUHC (Direction Générale Urbanisme Habitat Construction) du Ministère de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement durable.

LES DESTINATAIRES DE CES NEO-PATRIMOINES

"*Aucun nantais n'aurait donné comme nom à cette île, île de Nantes. Pour lui, elle ne pourrait pas être ailleurs qu'à Nantes. Île de Nantes, c'est pour quelqu'un qui voit les choses soit de l'extérieur, soit à destination de l'extérieur*" remarque André Péron, ancien président du Collectif des associations de défense du patrimoine industriel et portuaire.

Ces espaces patrimonialisés, "reterritorialisés" s'adressent à ces nouvelles catégories de "créatifs" dont la présence en ville assure, selon les théories en vogue[7], la fortune des métropoles de demain. Il importerait alors à ces "nouveaux nantais" ou autres gentrifieurs de l'île de Nantes, catégories largement fantasmées par les élus et les experts, d'être dans des espaces qui "racontent" quelque chose du passé, de l'histoire sociale d'une ville.

7 Nous envisageons là toute la littérature à destination des cabinets d'experts, notons les ouvrages de Charles Landry (2000), de Richard Florida (2002). Nous associons aussi à ces références certains des ouvrages publiés sous la direction d'Ariella Masboungi dans la collection *Projet Urbain*, notamment celui sur Bilbao.

Le “nouveau nantais” est bien celui qui pourra expérimenter un style de vie dans des lieux “revitalisés” par le projet urbain. En partant du primat donné au style de vie et à la dynamique culturelle, Mark Douglas Lowes analyse que c’est “en circulant dans ces lieux de consommation [que] les gens se créent une identité personnelle et collective, dont la principale caractéristique est le désir généralisé d’investir leurs ressources personnelles (temps, argent, effort) dans la réalisation d’un style de vie donné” (Douglas Lowes, 2005, p. 44).
Il y aurait un désir d’ancrage du citadin contemporain auquel répond l’aménageur. L’ancrage passe aujourd’hui plus que jamais par un attachement à un ordre symbolique ; ainsi, un charmant quartier dans lequel on s’est installé, doté d’une belle image joue-t-il tout autant dans l’attachement ou la construction d’un sentiment d’appartenance que les racines réelles que l’on y possède (Guillaume, 1980 ; Bourdin, 1984).
Certaines analyses vont jusqu’à s’essayer à penser un changement dans le rapport que les sociétés, du moins celles des pays de la “vieille Europe”, entretiennent avec le temps et principalement avec le passé. Prenons l’exemple de l’historien François Hartog. À partir des deux notions de mémoire et de patrimoine, Hartog mène une réflexion sur ce qu’il entrevoit d’une crise actuelle du temps. L’hypothèse proposée par Hartog est celle d’un épuisement du régime moderne d’historicité au profit d’un “présentisme” dont la date de 1989 symboliserait le triomphe et dont les *Lieux de mémoire* dirigés par Pierre Nora en seraient la manifestation historiographique. Ce régime “présentiste” s’élabore dans un rapport particulier au passé, un passé orienté par la mémoire, le patrimoine et la commémoration pour les besoins du présent (Hartog, 2003).
Ces théories de l’hyper-présentisme, des crises de l’identité et des incertitudes de l’espace viendraient appuyer un nouveau rapport à la ville. La reconsidération des espaces industriels et portuaires dans l’aménagement urbain contemporain s’inscrirait donc dans un temps d’historicisation rapide qui est accompagné par une intensification de l’usage public du passé. Les formes d’embellissement des villes et de mise en spectacle des formes urbaines servent alors de compensation symbolique dans un environnement déréalisé où la socialité se serait évaporée (Söderström, 1992).

Ainsi un appel est lancé au quidam qui déambulera dans ces espaces reconfigurés, un appel à la nostalgie dont on peut dire qu’il cherche à évoquer un sentiment de la perte d’une chose qu’on n’a, en définitive, jamais perdue. On appelle le consommateur des lieux à faire preuve d’une sensibilité historique, “le spectateur n’a plus qu’à apporter la faculté de nostalgie à une image qui lui fournira le souvenir d’une perte qu’il n’a jamais soufferte” (Appaduraï, 2005, p. 131). Ce quidam ne pourra pas légitimement se lamenter de la perte d’un mode de vie lié au travail industriel. C’est bien ce qu’Appaduraï comprend d’une “nostalgie imaginée”, ou ce qu’il appelle encore la “nostalgie en pantoufles ; une nostalgie sans expérience vécue ni mémoire collective historique”, une nostalgie pour ce qui n’a jamais été.

Ces néo-patrimoines sont bien des “espaces à valeur démonstrative” dans la fabrique urbaine contemporaine. Ils témoignent d’un projet urbain en cours. Alors que les patrimoines revendiqués par les milieux associatifs restent en continuité avec la mémoire et l’histoire des lieux, c’est bien d’une image de patrimoine qu’il s’agit désormais, au cœur du projet urbain, de faire valoir, image faisant appel à la mémoire ouvrière, à l’histoire sociale. Ce déplacement de l’action patrimoniale et les changements de sens qui sont conférés aux espaces instituent alors des dispositifs de dépossession. Derrière l’invocation à la mémoire des lieux dans ces projets patrimoniaux contemporains, se dessine souvent une esthétique industrielle qui s’appuie sur l’idéalisation de la figure de l’ouvrier. On invoque la mémoire ouvrière tandis que l’on emprunte la référence au populaire. En résulte une patrimonialisation qui ne répond plus seulement à la seule reconnaissance de groupes sociaux engagés dans des demandes de justice mémorielle. De la nostalgie sans mémoire finit par être produite alors qu’en contrepoint, des mémoires deviennent orphelines de patrimoine (Zanetti, 2008). L’espace est ainsi dépossédé de ses témoins authentiques, alors qu’il garde encore le scénario de leur passage.

BIBLIOGRAPHIE

APPADURAÏ, A., (2005)
Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation, Paris, Payot et Rivages.

ASCHER, F., (2002)
"Les principes d'un nouvel urbanisme", in. CUILLIER F (dir.), *Solidarité et Renouvellement Urbains : propos sur la loi SRU,* Les débats sur la ville 4, Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine, Confluences éditions, p. 99-110.

BOURDIN, A., (1984)
Le patrimoine réinventé, Paris, Presses universitaires de France.

COLLIN, M., (2001)
"Nouvelles urbanités des friches de l'époque industrielle, http://multitudes.samizdat.net/Nouvelles-urbanites-des-friches-de.html (consulté le 28/03/2010).

DEVISME, L. (dir.), (2006)
L'analyse pragmatique d'un projet urbain : la mise à l'épreuve du plan-guide en projet *de l'île de Nantes*, rapport de recherche, LAUA ensa Nantes.

DOUGLAS LOWES, M., (2005)
Mégalomanie urbaine. La spoliation des espaces publics, Montréal, Les Éditions Ecosociété.

Espaces et sociétés, (2007)
"Villes et *best practicies*, n°131.

HALBWACHS, M., (1997)
La mémoire collective, édition critique établie par Gérard Namer, Albin Michel, [textes réunis en 1950].

HARTOG, F., (2003)
Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps, Paris, Seuil.

NICOLAS, A., (2009)
Usages sociaux de la mémoire et projet d'aménagement urbain. Les héritages industriels et portuaires à l'épreuve du projet de l'île de Nantes, Thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Véronique Guienne, Université de Nantes, soutenue le 19 octobre 2009

PEYON, J.-P., (2000)
"Patrimoine et aménagement urbain à Nantes : des relations conflictuelles permanentes", *Norois*, n° 185, T. 47, p. 113-123

RAUTENBERG, M., (2003)
La rupture patrimoniale, À la croisée éditions, coll. Ambiances, Ambiance

RICŒUR, P., (1991)
"Evénement et sens", in. PETIT J-L. (dir.), *L'événement en perspective*, Paris, Éditions EHESS, coll. "Raisons pratiques", n°2, p. 41-56
(2000),*La mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil

ROUX, J., COLSON, D., (1994)
"Hériter d'une tradition industrielle", in. Plan Urbain (dir.), *Les villes européennes de tradition industrielle*, Lille, Presses Universitaires de Lille, p. 205-216

SALMON, C., (2007)
Storytelling*, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte/poche

SÖDERSTRÖM, O., (1992)
Les métamorphoses du patrimoine. Formes de conservation du construit et urbanité, Thèse de géographie sous la direction du professeur Jean-Bernard Racine, Université de Lausanne

TOMAS, F., (2004)
Variations autour du patrimoine. Un cas d'école: Le Forez, Publications de l'université de Saint-Etienne

ZANETTI, T., (2008)
"Des mémoires orphelines de patrimoine", communication à la 16e Assemblée Générale et Symposium scientifique, Québec, 25 septembre (article à paraître)

Sources

BUREAU DES PAYSAGES, (1999)
L'Ile de Nantes. Le Plan guide en projet, Nantes, Éditions MeMo

LEPINE, N., (1998)
"Nantes, réinventer la ville sur elle-même", *Stratégies urbaines*, p. 94-97

L'archéologie industrielle en France, Revue du CILAC, n°41, décembre 2002

Document élaboré par le CRDC au moment de l'appel d'offre en vue de la réhabilitation de l'usine Lu et établissant certaines prescriptions, le 25 juin 1998

LANDRY, Ch., (2000)
The creative city, Londres, Earthscan

FLORIDA, R., (2002)
The rise of creative class : and how it's transforming work, leisure, community and everyday life, New-York, Basic Book

MASBOUNGI, A. (dir.), (2004)
Bilbao, la culture comme projet de ville, Éditions La Villette, DGUHC, ouvrage publié avec le concours de Bilbao Ria 2000, maîtrise d'ouvrage des projets de régénération urbaine à Bilbao.